

### **Crise porcine : Retrouver de la compétitivité et conforter le Marché au cadran**

En cette période de crise sans précédent à laquelle sont confrontés les éleveurs, les Organisations de Producteurs (OP) de Porcs (au nombre de 10) fédérées à l'Union des Groupements de Producteurs de Viande de Bretagne (UGPVB) :

- demandent au Gouvernement d'apporter rapidement des réponses concrètes au défaut de compétitivité qui frappe la filière porcine.
- réaffirment leur volonté de pérenniser le Marché au cadran du Porc Breton (MPB),

Tout d'abord, c'est la réalité de la perte de compétitivité de la filière porcine qui transpire à travers la crise actuelle. Jusqu'à présent classé sujet tabou, le Ministre de l'agriculture a fini par le reconnaître le 17 Août : le dumping fiscal (forfait TVA en Allemagne) et le coût supérieur de la main-d'œuvre en France par rapport à l'Allemagne et à l'Espagne affaiblissent durablement la filière porcine française depuis 10 ans. Cette dérive est intervenue de façon conjuguée avec la montée en puissance des complexités administratives en France qui ont interdit pendant de trop longues années la modernisation des élevages. Le sursaut est encore possible. C'est pourquoi, dans le prolongement de la réunion du lundi 17 Août au Ministère, les OP demandent au Ministre de transformer l'essai en apportant, dans les prochains jours, des réponses concrètes en matière de compétitivité.

Sur le second point, le Marché du Porc Breton doit être préservé car il assure deux missions essentielles : la commercialisation d'une partie des porcs bretons et l'établissement d'un prix transparent pour tous les éleveurs de porcs. C'est un gage d'équité entre éleveurs qui va de pair avec la pesée-classement qu'assure UNIPORC OUEST, et de défense du juste prix quelle que soit la taille de l'élevage. C'est une référence étalon indispensable, comme l'a redit le Ministre de l'Agriculture, lundi 17 Août, pour les éleveurs et les outils qui demain souhaiteraient aussi s'engager dans la contractualisation. La crise actuelle démontre que la définition d'un prix politique qui n'est pas en phase avec la réalité du marché et décrétée par des décideurs politiques n'est tout simplement pas tenable sans mesures d'accompagnement (aides à l'exportation, aménagements fiscal et social). C'est pour éviter à l'avenir cette dérive qui peut compromettre la pérennité de cet outil de défense de l'intérêt des éleveurs que toutes les OP vont s'atteler à faire évoluer le règlement du Marché. C'est aussi de la responsabilité de tous les abatteurs de participer au MPB pour définir le juste prix.

Enfin, consommateurs et producteurs, mais aussi Sénat, parlement français et européen demandent l'étiquetage de l'origine du pays sur les produits. L'UGPVB demande au Ministre de la mettre en œuvre réglementairement pour promouvoir l'emploi chez nous.